Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Fermeture-de-Fessenheim-quels-seront-vraiment-les

16 juillet 2014

Fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim : quels seront vraiment les impacts sur l'emploi ?

Alors que se profile la fermeture de la plus vieille centrale nucléaire actuellement en fonctionnement de France, l'industrie nucléaire agite le spectre de destructions massives d'emplois. Il est certes indispensable de porter attention au sort des travailleurs, mais ce scénario catastrophe est-il réel ? Bien au contraire, comme le montre une étude de l'INSEE publiée en juillet 2014, cette fermeture ne signifiera pas le sinistre d'une région. Et il est abusif de considérer les 2000 travailleurs de la centrale comme autant de chômeurs potentiels.

Combien d'emplois la centrale représente-t-elle exactement ?

Les chiffres de l'INSEE

Selon cette étude de l'INSEE, en Alsace, 1910 emplois (1850 équivalents temps plein) dépendent de la centrale de Fessenheim. Parmi eux, 850 salariés d'EDF travaillent directement sur le site.

Les commandes passées par la centrale à ses fournisseurs, prestataires et sous-traitants ont un effet

indirect sur l’emploi de 510 autres salariés (correspondant à 500 équivalents temps plein). Parmi eux, on compte 230 ETP correspondant à des établissements alsaciens (souvent crées expressément pour satisfaire aux besoins de la centrale) et 180 employés par des entreprises sous-traitantes qui ne sont pas basées en Alsace (les fameux « nomades » du nucléaire, qui passent de site en site). Enfin, 90 emplois proviennent de l’intérim. Il faut cependant rappeler qu’une bonne partie de ces emplois sont liés à des missions temporaires, telles les opérations de maintenance des réacteurs ou les grands travaux sollicités par l’Autorité de sûreté nucléaire. Les emplois de la sous-traitance se répartissent entre la construction (1/3), les activités de service, administratives, de nettoyage et de sécurité (1/4), l’industrie manufacturière et l’ingénierie, le contrôle et l’analyse technique. Ils sont en moyenne moins qualifiés et moins rémunérés que ceux des travailleurs EDF.

Enfin, la consommation de ces salariés directs et indirects induit encore 550 emplois régionaux. Au total, en comptant les familles, ce sont 5000 personnes qui dépendent de la centrale, de près ou de loin.

Quelle est la marge d’incertitude ?

Sans vouloir mettre en doute le sérieux de l’étude menée par l’INSEE, il faut relever que la période étudiée (2011-2012) n’est en rien une période "normale" pour la centrale : entre le 16 avril 2011 et le 6 mars 2012 a eu lieu la 3ème visite décennale du réacteur n°2, avec changement des 3 générateurs de vapeur, ce qui a représenté un accroissement plus qu’important des personnels présents sur le site (aux dire d’EDF : 1500 personnes en 2011, et "entre 600 et 2000 personnes " en 2012).

On notera ensuite une divergence notable entre les chiffres avancés par l’INSEE et ceux publiés par EDF : l’INSEE estime à 850 le nombre d’employés d’EDF auxquels s’ajoutent 510 emplois indirects (fournisseurs, prestataires et sous-traitants). Mais les chiffres publiés par EDF ne sont pas les mêmes :

- En 2011, 770 emplois EDF et "plus de 200 salariés d’entreprises extérieures" pour un total de 1000 personnes.
- En 2012, 770 emplois EDF et "environ 250 salariés permanents d’entreprises extérieures" pour un total de 1020 personnes.

Pour EDF, il y avait donc en moyenne 1010 personnes présentes sur le site de la centrale, pour l’INSEE, il y avait 1260 personnes. Un écart de près de 25 % !

Et ce n’est pas tout : dans son rapport, l’INSEE "oublie" de faire la part des salariés EDF qui travaillent pour les centrales nucléaires du Grand-Est : Chooz (2 réacteurs en activité) et Fessenheim. Il n’y a qu’à consulter les offres d’emplois d’EDF pour se rendre compte du nombre de postes proposés pour travailler sur les 2 centrales, tout en habitant à Fessenheim. L’étude reste à faire…

On le voit, nous sommes assez loin des 1910 emplois directement ou indirectement concernés par la seule centrale de Fessenheim.

Et à qui se fier ? En 2013, une "étude" mandatée par la CGT locale donnait quelques 4500 emplois directs ou indirects dus à la centrale. La communauté de communes de Fessenheim et alentour évoquait un chiffre de 2200. Et le délégué ministériel à la fermeture parlait début 2014 de 1750 emplois…

De nombreuses pistes de reconversion

Quels que soient les chiffres retenus, de nombreux travailleurs sont donc concernés par Fessenheim, directement ou indirectement. Mais il est abusif de prétendre que la fermeture de la centrale les condamnera au chômage.

Rappelons d'abord que les salariés d'EDF bénéficient d'une garantie d'emploi, qui s'est d'ailleurs vérifiée par le passé lorsque les 450 employés de la centrale électrique au charbon de Strasbourg ont été pour la plupart affectés à Fessenheim, lors de l'arrêt de cette centrale en 1986. Cela pourrait constituer l'occasion, pour le fournisseur d'énergie, de prouver qu'« EDF Énergies Nouvelles » n'est pas qu'un slogan ! Un grand nombre de travailleurs d'EDF pourraient par ailleurs ne pas avoir besoin de reconversion : la pyramide des âges de l'entreprise est telle que celle-ci devra renouveler la moitié de ses effectifs en dix ans ! Sachant qu'un quart des travailleurs de Fessenheim a plus de 50 ans, certains pourraient juste commencer à profiter de leur retraite un peu plus tôt. Et continuer à faire vivre les commerçants de leur voisinage !

De plus, il existe des opportunités pour l'ensemble des travailleurs qui ne souhaitent pas quitter la branche du nucléaire, qu'ils soient salariés d'EDF ou sous-traitants. Leurs compétences pourraient être utilisées sur les autres centrales nucléaires françaises. EDF, qui n'arrive déjà plus à gérer ses travaux de maintenance régulière (comme le souligne l'ASN) et cherche à recruter, aurait la possibilité d'embaucher avec profit des travailleurs bénéficiant déjà d'une expérience.

Cela dit, les pistes pour tourner le dos au nucléaire ne manquent pas, que ce soit pour les travailleurs ou les fournisseurs. Les associations alsaciennes engagées pour la fermeture de Fessenheim ont d'ailleurs présenté depuis 2012 plusieurs propositions au ministère de l'Environnement et aux délégués interministériels à la fermeture de Fessenheim, dont la construction d'une usine de fabrication d'éoliennes à proximité immédiate de la centrale, en bordure du canal (les mâts et pales de très grande taille pouvant ainsi être directement chargés sur barges et acheminés par voie d'eau, via Rotterdam, vers les futurs sites français offshore de la Manche et de l'Atlantique) ; avec, à la clé, la réutilisation immédiate et sur site de la grande compétence de nombreux soudeurs.

Plus généralement, un soutien déterminé à une vraie transition énergétique permettrait de créer de nombreux emplois régionaux dans la rénovation des logements, les transports doux, le développement des énergies renouvelables, la gestion de la ressource forestière… Des études de « reconversion » effectuées en Nord-Pas de Calais et dans le Grand Ouest tablent ainsi sur la création de plus de 10 000 emplois par région à l'horizon 2020 grâce aux alternatives. L'Alsace pourrait devenir une région motrice en ce domaine, en bénéficiant notamment de synergies avec la région voisine du Bade-Württemberg, elle-même très avancée. Le très officiel Conseil Rhénan est sur cette ligne et pousse dans ce sens.

Fessenheim, future ville morte ? Pas vraiment !

L'étude de l'INSEE fournit par ailleurs des informations intéressantes concernant la répartition des emplois. On y apprend notamment que la commune de Fessenheim n'a qu'un impact diffus, ne représentant qu'un « petit pôle d'emplois » parmi les aires urbaines de la région, sans influence propre. Trois quarts des actifs résidant à l'intérieur du « périmètre d'impact » de Fessenheim travaillent en dehors de celui-ci. Il faut dire que le niveau de qualification et le secteur d'activité des habitants ne correspondent que très partiellement aux emplois offerts par la centrale. De fait, EDF ne procure directement que 15% des postes de la zone, dont un tiers de cadres et presque deux tiers de professions intermédiaires.

La majorité des travailleurs de la centrale ne résident donc pas à Fessenheim. Seuls 16% d'entre eux habitent dans la commune, et 8% d'entre eux dans le chef-lieu voisin. En revanche, 44% d'entre eux – surtout les travailleurs les plus qualifiés – résident dans les agglomérations de Colmar et Mulhouse.

Par ailleurs, selon cette étude, le territoire montre un important dynamisme démographique qui n'est pas forcément lié à la présence de la centrale. Même s'il offre peu d'emplois, le territoire s'avère relativement attractif et bien desservi, ce qui lui a permis de connaître un renouvellement de sa population.

Les associations alsaciennes ont effectué une étude comparative sur Fessenheim et d'autres villes alsaciennes de population équivalente (2000 habitants) [1]. Que ce soit pour le nombre de crèches, de commerces, de restaurants, Fessenheim ne se démarque pas des autres communes. Le seul critère où Fessenheim se démarque vraiment concerne le nombre de médecins (5 pour la commune de Fessenheim contre 0 ou 1 dans les autres communes). Le nucléaire affecterait-il la santé des populations ?

La fermeture de Fessenheim : une bonne nouvelle pour l'Alsace

En conclusion, contrairement à ce que prétendent les défenseurs de ce site vétuste, sa fermeture ne fera pas de Fessenheim une région sinistrée et vidée de sa population.

Les coups médiatiques des quelques élus en faveur de la prolongation du fonctionnement des vieux réacteurs mal situés [2] ne doivent pas occulter la volonté de tous ceux, bien plus nombreux, qui souhaitent leur fermeture. En 2011, pas moins de 437 élus locaux alsaciens ont adressé un Appel solennel au Président de la République pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim [3] et 77 collectivités d'Alsace se sont prononcées pour son arrêt, dont la communauté urbaine de Strasbourg [4].

Ce plébiscite pour la fermeture est largement justifié : cette centrale vétuste et dangereuse représente une verrue au cœur d'une région européenne dynamique et peuplée. Dans un rayon de 30 km, on dénombre déjà plus d'un million d'habitants et des agglomérations comme Colmar, Mulhouse et Fribourg-en-Brisgau, importante ville universitaire. Bâle, capitale culturelle de la Suisse, n'est qu'à 40 km ; Strasbourg, siège du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe, à 100 km. Si survenait un accident obligeant à l'évacuation de la région (7 300 000 habitants dans un rayon de 100 km), de nombreuses activités seraient ainsi menacées. Que deviendraient, par exemple, les 7000 salariés de PSA à Mulhouse et leur familles – soient plus de 25 000 personnes ? La fermeture de la centrale est donc une condition indispensable pour garantir l'avenir de la région !

Pour aller plus loin : « La sortie du nucléaire, catastrophe économique ou remède au chômage ? »

Notes

[1] Étude socio-économique sur l'impact de la centrale – audition de la commission budgétaire de l'Assemblée, mai 2014

[2] Rappelons qu'ils sont situés sur une faille tectonique active et à 8,56 m en-dessous de la ligne d'eau du Canal d'Alsace, donc inondables.

[3] liste des signataires sur simple demande à stopfessenheim@yahoo.fr

[4] Chiffres présentés le 26 novembre 2011 lors d'une réunion organisée par la Ville de Strasbourg